

ÉVALUATION DES EFFETS ÉCONOMIQUES DE LA COVID-19 CAS DU GRAND KATANGA ET D'AUTRES PROVINCES DE LA RD CONGO

Introduction

MWAMAYI KIBUNJI,
Professeur Associé,
Faculté de Sciences
Économiques et de
Gestion à l'Université
Pédagogique Nationale
à Kinshasa.
vbergwantanshi@
gmail.com

L'objectif de cet article est de contribuer à l'évaluation des effets économiques de la Covid-19 en RD Congo en étudiant les comportements de certains opérateurs économiques afin d'apporter des solutions idoines contre tout dérapage et pour la relance de l'économie nationale.

Pour évaluer les effets économiques de cette pandémie dans le Grand Katanga (RD Congo), quelques questions vont guider cette réflexion. Quel est le comportement des opérateurs économiques suite à cette pandémie ? Quels sont les effets de la Covid-19 sur l'activité économique du pays ? Quelles sont les pistes de solutions pour pallier à tout dérapage dans le pays ?

Effets économiques de la Covid-19 en RD Congo : Cas de quelques villes du grand Katanga

L'on a observé, dans le pays, un comportement atypique en ce qui concerne les produits de première nécessité, spécialement à Lubumbashi, à Likasi, et à Kolwezi².

En effet, dès l'annonce de l'état d'urgence par le Chef de l'État, le mercredi 18 mars 2020, il y a eu un émoi dans les rangs de ceux qui exercent le petit commerce dans le grand Katanga. Les mesures qui accompagnaient l'état d'urgence (fermeture des frontières, arrêt des cours, interdiction de rassemblement, confinement d'une partie de Kinshasa, etc.) ont créé une véritable psychose qui

2 Nous y avons mené des enquêtes pour connaître les conséquences économiques de l'état d'urgence décrété le 18 mars 2020 avec, à la clé, la fermeture des frontières nationales et interprovinciales.

a entraîné une hausse vertigineuse de certains produits de première nécessité. Le tableau ci-après donne les détails sur les prix de certains produits avant le 18 mars 2020 et après le 18 mars 2020 au Grand Katanga.

Tableau 1 : Enquête sur les comportements des opérateurs économiques dans le Grand Katanga³

QUELQUES PRODUITS	LUBUMBASHI		LIKASI		KOLWEZI	
	Prix Avant	Prix Après	Prix Avant	Prix Après	Prix Avant	Prix Après
25Kg Riz "Eléphant"	45.000	55.000	48.000	62.000	51.000	65.000
25Kg Maïs	34.000	60.000 -80.000	35.000	80.000 -100.000	40.000	100.000
5Litres Huile Soja	14.500	17.000	16.500	20.000	18.000	22.000
1Rame Poisson16+	23.000	24.000	23.000	24.500	25.000	27.000
Cash-nez	700	2.000	900	2.500	1200	3.000

Source : notre propre enquête

L'enquête montre que le prix d'un sac de 25Kg de farine de maïs à Lubumbashi se négociait autour de 34.000 Fc avant le 18 mars 2020 et est passé entre 60.000 – 80.000 FC, après l'annonce de l'état d'urgence, alors qu'à 120 Km de la première ville, plus précisément à Likasi, le même sac se négociait à 35.000 FC avant le 18 mars 2020 et est passé aussi entre 80.000 – 100.000 FC ; enfin, à 300 Km de Lubumbashi, plus précisément à Kolwezi, le même sac se négociait à 40.000 FC avant le 18 mars 2020 et est passé à 100.000 FC après.

Il s'est aussi observé une hausse vertigineuse du prix des cache-nez et du gel hydro-alcolique utilisé pour se désinfecter les mains. En analysant le tableau, l'on note que la hausse des prix est de plus de 50%. L'inflation peut être causée par le déséquilibre entre l'offre et la demande. Le comportement atypique et préjudiciable des opérateurs est justifié par la peur de rupture des stocks et la cupidité de vouloir maximiser les recettes en profitant de la catastrophe sanitaire.

L'enquête montre qu'après le 20 mars 2020 jusqu'à la fin avril 2020 certains produits alimentaires de base ont continué à connaître une légère augmentation du prix sur l'ensemble du pays, en particulier dans l'ex Grand Katanga. Signalons en passant que le maïs constitue l'aliment de base au Grand Katanga et pour la majorité de la population congolaise. Cependant, cette partie du pays dépend de la Zambie concernant les produits de première nécessité, étant donné que l'agriculture est très peu développée dans la province.

Concernant les opérateurs miniers, il faut souligner que la plupart des sociétés d'exploitation minière ont confiné leurs travailleurs à l'annonce de

³ Les prix sont libellés en francs congolais (devise nationale de la RD Congo). Le taux de change est passé de 1800 FC pour 1 USD en mars, à 2000 FC pour 1 USD en mai 2020.

l'état d'urgence pendant plusieurs mois dans le Katanga. Après l'interview que j'ai accordée à deux agents cadres de deux entreprises minières opérant dans le Katanga, l'un des enquêtés a expliqué que pendant l'état d'urgence, tous les agents en poste sont restés confinés pour éviter tout risque de contamination. Cependant, un des agents a déploré les conditions dans lesquelles ce confinement s'est opéré, quelquefois sans prime conséquente pour les travailleurs.

Dans le secteur du transport, notre enquête montre qu'en premier lieu les recettes des opérateurs du transport ont été légèrement revues à la baisse suite aux mesures restrictives exigeant la réduction sensible du nombre de passagers dans les bus et les taxi-bus qui, jadis, étaient bondés de monde. Les opérateurs de transport étaient obligés d'appliquer scrupuleusement les mesures des autorités locales en diminuant le nombre de passagers. Pour pallier à cette situation, les opérateurs de transport ont augmenté le prix de la course pour stabiliser leurs recettes ou légèrement les augmenter. Nous avons amèrement constaté que les opérateurs de transport en commun avaient un comportement atypique. En effet, entre deux péages, Lubumbashi (Kimbembe)-Likasi (Buluo) ou Likasi (Luambo)-Kolwezi (Lualaba), les passagers étaient entassés comme du bétail. Cependant, avant le checking-point, le bus se vidait d'une partie de sa cargaison pour éviter de se faire interpellé par la police.

Dans le secteur de la santé, Covid-19 a révélé les faiblesses et les failles d'un système défaillant et à la dérive. En effet, puisque ce secteur est vital en cas de crise sanitaire (comme cela s'est vérifié avec Covid-19), pourquoi est-il presque toujours le parent pauvre de tous les budgets des gouvernements qui se sont succédé ? Il paraît donc urgent de redorer le blason terni de nos hôpitaux et centres de santé.

Covid-19 a aussi révélé combien l'économie congolaise était essentiellement extravertie, faiblement diversifiée et dépendante des aides au développement. En outre, le secteur informel occupe plus de 60% de l'économie nationale. Ainsi, suite à la proclamation de l'état d'urgence et du confinement d'une partie du pays, la fragilité d'une telle économie, qui subit la dictature de l'informel, a été mise à nu. Les travailleurs de l'informel sont précarisés, étant donné qu'ils sont obligés de sortir tous les jours pour s'assurer une survie.

Analysant les conséquences économiques de Covid-19, le premier ministre honoraire Matata Ponyo⁴ fait des projections suivantes concernant la RD Congo :

- Une baisse de l'activité minière de 20%.
- Un PIB inférieur à 0% au lieu de 5%.
- Le taux de croissance de 0,1% au lieu de 5,4%.

4 MATATA PONYO, *Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la RDC*. www.congochallenge.cd, Propos recueillis lors d'une conférence de presse sur Télé 50, Kinshasa, mars 2020.

- Le taux d'inflation de 64% au lieu de 6,5%.
- Le taux de change de 2269 FC au lieu de 1745 FC.
- Les dépenses publiques de 1140 Milliards de FC au lieu de 557 milliards de FC.

Les prédictions de Matata montrent que cette pandémie entraîne la baisse de la production minière locale et ralentit la création des richesses ; ce qui réduit drastiquement les recettes de l'État et perturbe toute la politique sociale et de développement du Chef de l'État. Cette situation entraîne l'inflation et conduit à la dépréciation de notre monnaie. Face à la paupérisation de la population, Matata propose de soutenir les entreprises affectées par la crise sanitaire, de solliciter un appui budgétaire de circonstance auprès des institutions internationales, de diminuer le train de vie des institutions en diminuant, par exemple, les salaires des membres du gouvernement et d'autres institutions publiques.

Et l'Afrique ?

L'économie africaine reste également affectée par le ralentissement économique mondial. Dans ce sens, l'UA⁵ estime que plus de 20 millions d'emplois sont menacés en Afrique suite aux conséquences de Covid-19. La croissance du PIB Africain, estimée à 3,4% avant la pandémie, devrait reculer et se situer dans la fourchette de 0,8 à 1,1%.

Par ailleurs, les gouvernements africains pourraient perdre jusqu'à 20 à 30% de leurs recettes fiscales estimées à 500 milliards US en 2019. Les exportations et les importations devraient aussi chuter d'au moins 35% par rapport à 2019, ce qui entraînerait une perte de la valeur des échanges d'environ 270 milliards US. Cette situation entraînerait une baisse sensible de revenu, un déficit budgétaire et la contraction de l'économie. Enfin, les pays africains où le tourisme occupe une part importante du PIB subiront également les effets de la Covid-19 avec une contraction jusqu'à 7% en moyenne cette année.

Conclusion : Que faire pour amortir le choc économique en RD Congo ?

Parmi les leçons à tirer de cette crise sanitaire sans précédent qui a entraîné la paralysie de l'économie mondiale, il convient de souligner que, pour le cas de la RD Congo, l'autosuffisance alimentaire doit être la priorité des priorités de tout gouvernement responsable. Le pays ressemble à un dépotier de tous les produits agroalimentaires en provenance de l'étranger, alors que des millions de terres arables moisissent scandaleusement ; ce qui entraîne son aliénation et sa dépendance vis-à-vis de l'étranger.

5 UNION AFRICAINE, Propos recueilli à partir de *Actualité Économique* sur www.africanews.com.

À titre illustratif, la fermeture de la frontière Zambienne a eu des répercussions néfastes sur les prix des produits de première nécessité dans le Katanga. L'importation de ces produits a comme conséquence logique l'appauvrissement des travailleurs locaux.

La politique sociale du Chef de l'État de la RD Congo doit entraîner un changement sensible dans les priorités économiques et orienter le pays vers la diversification des activités productives pour satisfaire les besoins de première nécessité de sa population. Une production suffisante est la seule solution aux problèmes d'autosuffisance alimentaire locale ; sans ignorer que l'exportation du surplus contribuera à l'appréciation de la monnaie nationale à travers le retour des devises au pays.

L'après coronavirus doit se préparer maintenant. Évoquons quelques priorités de relance économique :

- La reprise du parc agroalimentaire de Bukanga Lonzo et sa répllication sur toute l'étendue du territoire national. Ce qui va résoudre le problème de dépendance étrangère et de pénurie alimentaire en octroyant à la population une variété de produits alimentaires à des prix abordables. Ceci exige une politique agricole cohérente et efficace afin d'attirer des investisseurs dans ce secteur vital ;
- La reprise en mains de notre patrimoine minier et le transfert des technologies, comme ce furent les cas de : partenariat gagnant-gagnant entre la GCM⁶ et le CNMC⁷ avec la SOMIDEZ⁸. Une joint-venture où la CNMC a 51% des parts et la GCM dispose de 49% des parts alors qu'auparavant cette dernière était plutôt cantonnée entre 20 et 30%. Un nouveau type de partenariat à envisager aux prochains investissements qui s'annoncent nombreux après cette pandémie.

Enfin, soulignons que Covid-19 a révélé le déficit du secteur sanitaire de notre pays et exige des réformes approfondies. L'État doit veiller au bien-être de sa population en investissant dans ce secteur vital. ■

6 Générale des Carrières et des Mines.

7 China Nonferrous Metal Company.

8 Société Minière de Deziwa.